



Le 31 janvier 2021

**Contre la vie chère et l'augmentation des produits de première nécessité fauteurs de misère
Contre le chômage et les licenciements,
Pour le paiement des salaires dus ,
Pour le droit au travail, à l'instruction, aux soins,
il faut imposer :
LA RUPTURE DES DIRIGEANTS DE L'UGTA ET DES SYNDICATS AUTONOMES
AVEC LE POUVOIR !**

**LE FRONT UNIQUE DE CES ORGANISATIONS POUR AFFRONTER ET VAINCRE LE
GOUVERNEMENT TEBBOUNE-DJERRAD**

Vers la catastrophe économique

Les chiffres officiels de la balance commerciale sont tombés. L'Algérie accuse un déficit de 10,6 milliards de dollars pour l'année 2020 selon le directeur général du commerce extérieur, Khaled Bouchelaghem. Le volume des importations algériennes accuse une baisse de 18%, pour s'établir à 34,4 milliards de dollars. Alors que le volume des exportations a enregistré une diminution de 33%, à 23,8 milliards de dollars.

La Banque mondiale indique dans un rapport du 21 janvier que le PIB a subi une contraction de 6,5 % durant l'année 2020, consécutivement à la baisse des cours des hydrocarbures.

Le secteur des hydrocarbures représente 25 % du PIB réel de l'Algérie, 94 % de ses exportations de produits et 40 % de ses recettes budgétaires, précise l'institution financière.

En l'état actuel, les réserves de change, qui se sont réduites comme peau de chagrin, devraient, selon les prévisions de la BM, plafonner à 5,7 mois d'importation en 2021 et 3 mois d'importation en 2022 contre 19,2 mois en 2017, 15,5 mois en 2018, 13,6 en 2019 et 13,6 en 2020.

Quant au cours du dinar, c'est purement et simplement la descente aux enfers qui se profile.

S'exprimant dans *Maghreb émergent*, l'économiste Abderrahmane Mebtoul nous présente des chiffres édifiants concernant l'évolution de la cotation du dinar au cours officiel depuis 2001 :

2001	69,20 dinars pour un euro
2005	91,32 dinars pour un euro
2010	103,49 dinars pour un euro :
2015	111,44 dinars pour un euro
2017	125,31 dinars pour un euro
2018	137,69 dinars pour un euro

2019	133,71 dinars pour un euro
14 janvier 2021	161 dinars pour un euro

Ce tableau, établi à partir des données produites par l'économiste précédemment cité, donne une image implacable de la dégradation de la situation économique durant ces vingt dernières années. Encore faut-il préciser : ces chiffres concernent le cours officiel du dinar, car en réalité, sur le marché parallèle, l'euro se négocie aujourd'hui à 210 dinars.

L'économiste poursuit :

« Le PLF2021 prévoit les dépenses budgétaires (dépenses de fonctionnement et d'équipement) qui se situent à environ 64,98 milliards de dollars au cours de 128 dinars un dollar au moment de l'établissement de la loi tandis que les recettes fiscales globales (ordinaires et pétrolières) sont estimées à 41,62 milliards de dollars, soit un déficit budgétaire record de plus de 21,75 milliards de dollars contre à la clôture 2020 de 18,60 milliards de dollars avec un déficit global du trésor de 28,26 milliards de dollars, soit 17,6% du PIB. »

Ces simples données attestent que l'Algérie, à l'image de l'ensemble des pays dominés, sombre inexorablement vers la catastrophe économique.

Et ce sont en premier lieu les masses laborieuses qui en paient les frais.

Chômage endémique, licenciements, effondrement du pouvoir d'achat, les masses payent le plus lourd tribut

Les différents experts et le gouvernement Djerad estiment que le chômage atteint désormais des seuils inégalés jusqu'alors. Le taux de chômage a augmenté de 3,6 points en 2020, comparativement à l'année précédente. Selon le rapport «Analyse rapide de l'impact socio-économique du coronavirus sur l'Algérie» de l'ONU, la pandémie du Covid-19 a augmenté fortement le taux de chômage. Celui-ci a atteint 15%, contre 11,4% en 2019, soit une hausse significative de 3,6 points.

Ces chiffres ne tiennent pas compte de la situation des travailleurs du secteur « informel ». Selon Djamilia Bensaadi (membre du Club d'Alger du Centre Algérien de Diplomatie Économique) près de 6,2 millions de personnes ne sont pas affiliés à l'administration fiscale contre 4,7 millions de personnes bénéficiant d'une couverture sociale, ce qui donne un taux de non affiliation de 57% des travailleurs versés dans l'informel.

En réalité ce sont des millions de personnes, des centaines de milliers de jeunes qui sombrent dans la précarité et la misère. A cela il faut ajouter la multiplication des plans de licenciements dans les entreprises du fait du développement de la crise et les salaires non payés depuis plusieurs mois par les patrons du fait de l'effondrement de la production. Le secteur du bâtiment et des travaux publics est particulièrement impacté puisque aujourd'hui il est paralysé à hauteur de 80 %. Mais en réalité, tous les secteurs sont touchés : tourisme, transports...

Les conséquences sur les conditions matérielles d'existence du prolétariat et de la paysannerie se font cruellement sentir en matière de pouvoir d'achat. Privés de revenus, les travailleurs et la jeunesse sombrent inexorablement dans la précarité et l'insécurité alimentaire.

D'autant que les conséquences désastreuses de l'inflation impactent violemment les conditions matérielles d'existence des travailleurs qui subissent de plein fouet l'augmentation des prix. Tous les produits sont touchés, mais ce sont d'abord les produits de large consommation qui flambent. Le *Jeune indépendant* du 19 janvier fait état de l'ampleur de la situation :

« Depuis le début de l'année, les prix des produits de large consommation connaissent une flambée inexplicable. Pratiquement tous les produits sont touchés, en plus des pâtes et leurs dérivés ainsi que les légumes secs. Sans parler des autres produits de l'agroalimentaire, du cosmétique et des détergents [...] »

Le journal poursuit :

« Mustapha Zebdi, le président de l'Association de protection et d'orientation du consommateur

(APOCE), ne cache point sa colère. Il y a deux jours, dans un forum de presse, il a interpellé le gouvernement, donnant l'alerte sur ce fléau qu'est la spéculation. Son constat est accablant, terrifiant et dangereux pour la cohésion sociale. M. Zebdi révèle que cette hausse oscille de 7 à 50% sur un large éventail de produits de large consommation. Et c'est pratiquement dans tous les segments. »

Il faut noter que sont impactés en premier lieu les pâtes le couscous, les lentilles... En réalité les produits alimentaires indispensables subissent une flambée qui est directement liée à la spéculation orchestrée par les industriels et les grossistes. Aujourd'hui, une frange considérable de la population bascule dans l'extrême pauvreté, la misère est devenue visible dans les rues des grandes villes mais aussi dans des zones rurales. A titre d'exemple, l'entreprise de distribution d'énergie Sonelgaz cumule des créances impayées à hauteur de 160 milliards de dinars.

Le *Quotidien d'Oran* indique :

« Selon le premier responsable de l'opérateur public (PDG de Sonelgaz, ndr), "certains clients ont jusqu'à 6 et 7 factures impayées", affirmant que "la récupération des créances se fera graduellement" et "en concertation" avec les concernés. Précisant que "ceux qui n'arrivent pas à honorer leurs dettes, le Groupe Sonelgaz leur proposera un échéancier avec des facilités de paiement". »

Le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, demandé à Sonelgaz de « surseoir provisoirement à toute coupure d'électricité ou de gaz », conscient que la plupart de ces créances sont irrécouvrables. Coupures d'électricité et de gaz, inflation galopante, la vie chère a un impact sur l'ensemble du prolétariat, des fellahs, des jeunes et des couches les plus défavorisées. Le temps n'est pas loin où la misère sera le lot quotidien des masses laborieuses. Cette situation a été dramatiquement aggravée par l'adoption de la loi des finances 2021 qui prévoit une baisse massive du financement des budgets sociaux, une augmentation des carburants, des taxes, une diminution des postes de fonctionnaires, etc.

Il ne fait guère de doute que l'Algérie va être rapidement touchée par des émeutes de la faim, à l'image de ce qui se passe en Tunisie, et dont les prémices apparaissent à travers les innombrables manifestations qui ont lieu pour le droit au travail, au logement, dans l'ensemble des wilayas.

Inutile de préciser que le développement de l'épidémie du Covid ne fait qu'aggraver la situation dans un pays marqué par le délabrement du système de santé suite à des décennies de politique de destruction des hôpitaux et structures de soins publiques.

Quant aux retraités, ils ont toutes les peines du monde à percevoir la pension qui leur est due, à telle enseigne que les files d'attente s'accumulent devant les bureaux de poste avec un versement fractionné du fait de « l'absence de liquidité ». Les conditions de vie des masses, le régime n'en n'a cure ! Au service des puissances impérialistes, sa seule préoccupation est de satisfaire les appétits féroces des trusts capitalistes internationaux en livrant les richesses nationales au pillage (en prélevant sa dîme au passage).

UN RÉGIME VENDU AUX PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Dans *Maghreb socialiste*, nous avons développé comment la constitution consacrait désormais la possibilité pour l'armée d'intervenir à l'extérieur des frontières nationales. Cet amendement à la constitution fait de l'Algérie un supplétif des puissances impérialistes dans leurs expéditions punitives en Afrique subsaharienne notamment (comme l'opération Barkhane).

Mais cette soumission à l'impérialisme s'exprime sur tous les plans.

L'opération « mémorielle » et le rapport Stora : une opération de dédouanement des crimes du colonialisme français

Le rapport remis par Benjamin Stora à Macron sur la « question mémorielle » donne le ton : « ni excuses, ni repentance ». Le rapport préconise la reconnaissance des différentes « mémoires ». De quoi s'agit-il ? Il s'agit de mettre sur le même plan les exactions de l'armée française (tortures,

assassinats de populations entières, disparitions...), les exactions de l'OAS, de certains harkis enrôlés comme supplétifs de l'armée coloniale, et la lutte glorieuse des militants qui ont combattu pour chasser la puissance impérialiste. Somme toute, tout le monde aurait ses torts, et il conviendrait de surmonter les rancœurs en faisant table rase du passé. Il s'agit là de réécrire l'histoire en dédouanant totalement l'impérialisme français de ses responsabilités. Cette opération de réécriture de l'histoire, montée conjointement par la puissance coloniale et le régime Algérien corrompu, illustre la soumission et la pusillanimité du pouvoir algérien. C'est une insulte pour tous les martyrs qui ont combattu pour chasser le colon. Mais au-delà du symbole, il faut constater que le gouvernement Tebboune-Djerad agit activement et concrètement pour répondre aux appétits des puissances dominantes.

Les ressources vitales du pays livrées à l'exploitation par les puissances impérialistes

L'accord avec l'Union européenne : en ouvrant le marché algérien sans limites à l'UE, l'accord programme la ruine économique de l'Algérie

L'accord avec l'Union européenne consiste en la suppression intégrale des droits de douane. Derrière cet accord, ce qui se profile, c'est la levée de tous les freins à la pénétration des produits des puissances capitalistes sur le marché algérien dans un contexte où « *un déficit permanent de la balance commerciale hors hydrocarbures pour les importations est enregistré durant la période 2003-2018, constituant un véritable point faible pour les capacités d'export vers les marchés européens* », selon Mme Mokhtari, représentante du ministère du commerce.

Akli Moussouni, directeur des programmes SIMDE, Société d'ingénierie de management et de développement des entreprises (une officine de conseil aux entreprises), le dit sans fard :

« *Sur un autre plan, il est certain qu'un coup de grâce sera porté à certains produits du pays, mais il s'agit bel et bien d'un mal nécessaire pour reconstruire une nouvelle économie dont l'exportation ne peut être une priorité pour le moment. La contrainte de cette dépendance accrue des produits de l'importation est le seul axe de réflexion valable pour en faire une opportunité économique* ».

Bref, la liquidation de la production algérienne dans le cadre de l'ouverture sans réserve du marché algérien à la voracité des trusts européens. Le régime offre une table ouverte aux appétits des puissances impérialistes tout en bradant l'ensemble des ressources du pays. Tebboune-Djerrad et le régime dans son ensemble se font les représentants de commerce de leurs maîtres.

La SONATRACH réduite à peau de chagrin au profit des multinationales

Le gouvernement s'apprête à valider les 43 textes d'application de la nouvelle loi des hydrocarbures pour le 1^{er} trimestre 2021. Ces textes d'application viennent en complément de la nouvelle loi sur les hydrocarbures qui supprime toute entrave au pillage des ressources pétrolières et gazières du sous-sol algérien.

Le ministre de l'énergie a précisé que 38 textes d'application et 5 dossiers concernent la définition de la nature des contrats en relation avec le partenariat.

La loi et ses décrets « *offre l'occasion de relancer le partenariat à travers un climat d'investissement attractif et une fiscalité réduite* », selon le ministre de l'énergie. Il précise que « *l'exploration de nouveaux puits exige d'importants nouveaux investissements que Sonatrach ne peut réaliser à elle seule.* » La réalité, c'est que le régime franchit un pas décisif vers le renoncement à ce qui restait du monopole de l'état sur les ressources du sous-sol, au profit des grandes majors pétrolières et singulièrement de Total en passe, selon un Reghis Rabah (Consultant, économiste pétrolier) de « *prendre le monopole de la production pétrolière en Algérie au détriment de la compagnie nationale.* » (source : le Quotidien d'Oran, 14 janvier 2021).

Dans ce secteur décisif de l'économie algérienne Tebboune et le régime organisent la grande braderie pour le compte des grands trusts pétroliers, reléguant par la même la Sonatrach à une position de simple sous-traitant.

Le degré de soumission du pouvoir aux puissances dominantes s'exprime aussi à travers les attaques sans précédent qui se profilent contre le prolétariat et la jeunesse. Il s'agit de faire payer au prix fort les effets de la crise capitaliste mondiale aux masses laborieuses et aux fellahs.

UNE OFFENSIVE TOUS AZIMUTS CONTRE LES ACQUIS SOCIAUX DU PROLÉTARIAT ALGÉRIEN

L'impérialisme et les gouvernements à son service jettent dans le dénuement le plus absolu les masses des pays qu'ils dominent. En Inde, en Tunisie ... les masses sont entrés en mouvement contre leurs oppresseurs

On le sait, partout dans les pays dominés qui subissent les effets dévastateurs de la crise mondiale du capitalisme, le prolétariat, la jeunesse et la paysannerie font face à des attaques qui menacent leurs conditions élémentaires d'existence, à travers les potions amères dictées par les états-majors des puissances impérialistes que constituent le FMI et la Banque mondiale.

C'est la cas en Inde : les différentes lois qui ont été adoptées par le gouvernement Modi prévoient de pulvériser les maigres garanties des paysans pauvres, en faisant disparaître les prix de vente garantis et en soumettant les paysans au diktat des grands trusts agro alimentaires. La classe ouvrière y a elle même fait l'objet d'attaques d'une violence inouïe : semaine de travail jusqu'à 72 heures, destruction totale du code du travail, interdiction de grève et de manifestation. Contre ces mesures 250 millions de travailleurs se sont mis en grève et c'est à leur suite que se sont mobilisés les paysans pauvres. C'est par centaines de milliers que ceux ci ont récemment envahi New Dehli, affronté la police aux cris de : « A mort Modi ! Vive l'unité des ouvriers et des paysans ! »

C'est le cas en Tunisie où le gouvernement Saïed vient d'adopter une loi de finances meurtrière pour les masses, qui conduit la jeunesse et le prolétariat à se soulever dans de véritables émeutes de la faim.

C'est le cas au Liban, plongé dans le chaos, suite à la faillite du pays et à la corruption endémique. Là, l'impérialisme français soumet toute aide à la mise en place de réformes structurelles dont les effets seront dévastateurs pour les masses libanaises d'ores et déjà plongées dans la barbarie. Là aussi lors d'une journée d'émeutes à Tripoli le 28 janvier, les travailleurs s'en sont pris aux représentants du régime. Ils ont subi une répression féroce de la part de ce dernier.

En Algérie, la multiplication des grèves dans les entreprises, les diverses mobilisations sur tous les terrains montrent la disponibilité des travailleurs au combat, face à la déferlante de contre-réformes qui s'annonce

Les potions de la Banque mondiale et du FMI

Dans une note de conjoncture datée du 21 janvier, la Banque mondiale indique que :

« Les Algériens devront s'appauvrir encore en 2021, puisque le produit intérieur brut par habitant est passé de 4.077 dollars en 2017 à 4.120 dollars en 2018, pour baisser à 3.942 dollars en 2019 et 3.232 en 2020, et devrait se situer à 3.323 dollars en 2021 avant de remonter à 3.534 dollars en 2022. »

Elle indique que les réserves de changes s'établissent à 6 mois d'importation.

Pour la Banque mondiale, à « l'avenir, la capacité de l'Algérie à assurer une transition vers un modèle économique diversifié et tiré par le secteur privé sera déterminante. »

« Compte tenu du prix du pétrole nécessaire à l'atteinte de l'équilibre budgétaire en Algérie, estimé à 106,3 dollars le baril par le FMI, des mesures déterminantes seront nécessaires à la restauration de la soutenabilité budgétaire », précise la même source. La Banque mondiale recommande dès lors : *« d'encourager le développement du secteur privé, qui se cantonne principalement au segment informel de l'économie, par un élargissement de son accès au crédit, aux terres, aux compétences ou aux services et programmes publics, améliorant ainsi sa profitabilité et sa capacité à concurrencer les entreprises étrangères et publiques ».*

En somme, la privatisation tous azimuts des entreprises publiques, de la terre, et bien sûr, une

réduction drastique des dépenses budgétaires.

Quant au FMI, une délégation a effectué une mission « virtuelle » en Algérie du 9 au 23 novembre 2020 afin d' « *actualiser le cadrage macroéconomique et de discuter des perspectives et priorités pour l'Algérie* ».

Selon la presse :

« *Les deux parties (gouvernement et FMI, ndlr) ont également discuté des "instruments à envisager pour contenir le déficit budgétaire, stimuler la croissance et promouvoir une diversification de l'économie".* »

En réalité, le gouvernement ne dispose plus de la moindre marge de manœuvre pour financer le déficit, et le recours au financement extérieur loin d'être une simple option, se profile de façon inéluctable, avec toutes ses conséquences.

Le gouvernement s'attelle à la tâche

Pour donner un certain nombre de garanties, le gouvernement Tebboune s'attelle à la tâche. Il avait déjà tenté de remettre en cause les subventions au blé et aux semoules en adoptant des décrets qu'il s'est empressé d'annuler face au risque d'émeutes que pouvait engendrer cette mesure. Il y a eu bien sûr la loi des finances dont il suffit de dire qu'elle prévoit une baisse de 50 % des dépenses de fonctionnement par rapport au budget précédent, avec son lot de suppression de postes dans la fonction publique, de taxes sur les carburants, l'énergie, etc.

Répondant aux préconisations de la Banque mondiale visant à « *assurer une transition vers un modèle économique diversifié et tiré par le secteur privé* », le gouvernement poursuit sa politique de privatisation des entreprises, en liquidant au préalable celles dites non rentables en prenant soin d'organiser un sabotage délibéré, comme c'est le cas à l'ENIEM, ou à Air Algérie. Ces projets de privatisation s'accompagnent d'une avalanche de plans de licenciements. Pour Air Algérie par exemple, c'est un plan de suppression de postes prévoyant le licenciement de la moitié du personnel, avec, de surcroît, des baisses drastiques des salaires pour les personnels restants. Il semblerait dans ce cas que cela ne va pas assez vite et c'est peut-être la raison qui a conduit à l'éviction et au remplacement récent du PDG d'Air Algérie en novembre.

Quant aux réformes exigées par les puissances impérialistes, réforme de la santé, des retraites, du code du travail, de l'éducation, elles sont déjà dans les tuyaux. Ces réformes sont co-élaborées par le régime et les dirigeants syndicaux, principalement de l'UGTA, qui se vautrent dans le dialogue social et dans les tripartites. Les dirigeants des syndicats autonomes ne sont pas en reste. Bien qu'ils ne soient pas invités aux tripartites, ils entretiennent un dialogue permanent avec les ministres des secteurs dans lesquels ils sont implantés.

Il ne fait aucun doute que le régime corrompu et aux ordres, est déterminé à mener à son terme les contre-réformes, au bénéfice des puissances impérialistes. Pourtant, quelle que soit sa volonté, il reste confronté à une difficulté majeure : une tendance à la paralysie, consécutive au fait que le régime n'a pas réussi à cette étape à inverser les rapports entre les classes issus du déclenchement du Hirak.

L'IMPASSE POLITIQUE

Le référendum sur la constitution : un fiasco pour le régime

Nous écrivions dans *Maghreb socialiste* le 9 novembre 2020 :

« *Alors certes, le référendum a eu lieu, mais les résultats annoncés par le régime lui-même, se traduisent par un verdict sans appel: l'entreprise plébiscitaire de Tebboune et de l'appareil militaro-policière est un fiasco pour le régime. Avec une abstention de 76,3 %, largement supérieure à celle qui avait été annoncée lors de l'élection de Tebboune, les travailleurs et la jeunesse ont exprimé le rejet massif du système, cherchant même dans certaines régions à agir de façon active pour le boycott, en organisant des manifestations, en détruisant des bureaux de votes, dans un contexte de répression massive perpétrée par le régime.* »

Depuis, même si la loi a été promulguée, en même temps d'ailleurs que la loi des finances, il ne fait aucun doute que rien n'est réglé. De ce point de vue, l'hypothèse d'élections législatives au printemps est loin d'être acquise. Même si le projet de loi électorale a été soumis au partis liés directement au régime, et à « l'opposition », il semble bien que la tenue du scrutin suscite les plus grandes réserves parmi les partis de « l'opposition » comme le FFS, ou encore le RCD. Ces derniers ont pleine conscience du risque que ne se reproduise ce qui a eu lieu lors du référendum, que le pouvoir ne subisse un nouveau camouflet, lourd de conséquences. Mais cela ne modifie en rien leur position sur le fond. Le Pacte pour l'alternative démocratique (PAD), qui regroupe des partis bourgeois dans une alliance avec le Parti socialiste des travailleurs (PST), ou encore le Parti des travailleurs (PT) de Louisa Hanoune, s'est fendu d'une déclaration le 27 janvier dans laquelle on peut lire : *« l'absence et l'opacité qui entoure la maladie de Tebboune, fragilise l'État et complique l'émergence d'une perspective sérieuse à la hauteur des défis majeurs qu'affronte notre pays »*. *« Cette situation révèle surtout, l'inexistence d'une volonté réelle à prendre en charge les revendications légitimes du peuple algérien et d'une démarche transparente de sortie de la crise politique que vit notre pays depuis le Hirak du 22 février 2019. »*. Le PAD estime que l'organisation de nouvelles élections, en dépit de l'échec du référendum constitutionnel du 1er novembre, *« ne fera qu'accentuer l'impasse politique »*. (source : *l'Avant-Garde DZ*).

Et d'en appeler à *« une période de transition indépendante vouée à un processus constituant souverain qui permettra de démanteler les mécanismes du système autoritaire mafieux et de jeter les jalons d'un État civil démocratique et social, gouverné par la seule souveraineté populaire »*.

Bref, encore et toujours établir un pont avec le régime !!!

La recherche de l'union nationale

Le régime continue à être taraudé par la crise et a pris conscience de la nécessité d'opérer un replâtrage entre les différentes factions. C'est le sens des dernières décisions judiciaires prononcées à l'encontre des anciens caciques du régime. L'acquiescement des Bouteflika, Medienne, Tartag pour l'accusation de complot contre l'état, c'est l'impunité érigée en modèle, c'est aussi la volonté de réconcilier les différents clans au sein de l'armée, dans la perspective de parvenir à l'union nationale.

Il en va de même pour le retour de Nezzar. L'ancien ministre de la Défense s'est présenté d'abord au tribunal militaire de Blida, devant lequel il a comparu, alors qu'il était en fuite et sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Après des heures d'audition, Nezzar a obtenu l'annulation de la plainte ayant suscité la poursuite et la condamnation par contumace. Le lendemain, il s'est présenté au tribunal de Sidi M'hamed, puis a été déféré devant le juge d'instruction, qui l'a entendu durant trois heures avant d'annuler le mandat d'arrêt et de le mettre en liberté en attendant la fin de l'instruction.

Toutes ces décisions judiciaires traduisent le fait que le régime se sait condamné à trouver sans délai les moyens pour une réconciliation entre les différents clans, malgré les luttes intestines qui continuent à faire rage au sein de la junte.

Il est impératif pour le régime de mettre un terme à sa crise pour affronter le prolétariat et lui infliger une défaite décisive.

Aux difficultés rencontrées, il faut ajouter les absences répétées de Tebboune pour raison de santé qui rappellent singulièrement la fin de règne de son prédécesseur Bouteflika. Le nouveau locataire du palais de la Mouradia a endossé le costume du Bonaparte qui le précédait, avec tous ses attributs : le portrait présidentiel dans les bureaux des wilayas et des APC (le « cadre »), les privilèges, et le fauteuil roulant. Or un régime militaro-policié comme celui qui sévit en Algérie ne peut se satisfaire d'un Bonaparte au rabais pour mener ses affaires. Cette situation de vacance intermittente du pouvoir est lourde de menaces pour la pérennité de la junte et de ses serviteurs.

C'est d'autant plus vrai que le pouvoir fait face à une lutte des classes intense, produit direct de la détérioration des conditions matérielles de la classe ouvrière, de la jeunesse, des fellahs et plus généralement des masses opprimées.

Face à ces mobilisations, le pouvoir n'a d'autre choix que d'accentuer la répression contre les

militants politiques et syndicaux, contre les activistes du Hirak et les journalistes, le nombre de condamnations et d'arrestations arbitraires a atteint des sommets jamais égalés depuis le début du Hirak.

LE PROLÉTARIAT CONDAMNÉ MAIS AUSSI RÉSOLU A COMBATTRE, EST CONFRONTE A DE NOMBREUX OBSTACLES POLITIQUES

Les masses opprimées font preuve d'une combativité qui ne se dément pas à mesure qu'elles subissent les conséquences de la crise. Il est impossible de recenser de façon exhaustive les innombrables manifestations spontanées contre la vie chère, pour le droit au travail, au logement, pour l'adduction d'eau, le droit aux études dans des conditions sanitaires sécurisées, contre la corruption, qui se déroulent quotidiennement dans l'ensemble des wilayas du pays.

À Laghouat par exemple, une imposante manifestation s'est déroulée le 30 janvier pour dénoncer les conditions de vie sociales et économiques. Parmi les milliers de manifestants il y avait des jeunes et des femmes en nombre qui brandissaient des pancartes pour réclamer de l'emploi, le logement, pour exiger l'amélioration des prestations de santé, d'éducation, et aussi pour dénoncer la hogra et la marginalisation de leur région connue pour sa richesse en gaz.

Selon le journal en ligne TSA du 31 janvier :

« Les jeunes ont dénoncé le manque de réactivité des autorités locales et ont demandé leur départ.

Un registre de doléances a été improvisé sur les lieux des manifestations, les citoyens de Laghouat ayant été invités à y inscrire leurs revendications.

Vendredi 29 janvier, un appel avait été lancé sur les réseaux sociaux pour une marche le lendemain. Un des participants a résumé les principaux motifs de cette contestation. " *C'est le rassemblement du jeune de Laghouat qui à 30 ans et plus, titulaire de diplômes et qui se retrouve à tenir le mur dans la ville du gaz. C'est le rassemblement du malade qui se retrouve laissé à son sort dans les hôpitaux ; c'est le sit-in de ce vieux retraité malmené devant le bureau de poste pour retirer quelques sous; c'est le rassemblement du médecin qui travaille dans des structures dépourvues des moyens; c'est le rassemblement des habitants de Laghouat qui ploient sous le poids des bonbonnes de gaz en voyant Hassi R'mel d'où on expédie du gaz vers la France et l'Europe. C'est le rassemblement d'un homme humilié par la bureaucratie de l'Administration*", a-t-il énuméré.

Les manifestants ont repris entre autres slogans celui bien connu du Hirak citoyen " *Klitou L'bled ya serrakine (vous avez pillé le pays, bande de voleurs)*". »

Dans la même ville une manifestation similaire avait eu lieu le 17 janvier de ce mois.

Dans bien des cas, ces manifestations tournent à l'émeute et se heurtent à une répression féroce de la part des forces de l'ordre.

Dans les entreprises, la classe ouvrière combat et on assiste à un développement de grèves qui durent et qui illustrent la combativité des travailleurs. Partout où les conflits se déclenchent, c'est pour le paiement des arriérés de salaires qui représentent souvent plusieurs mois de travail, contre les licenciements, et aussi pour le droit de constituer des sections syndicales. C'est notamment le cas à NUMILOG, mais aussi à l'ENIEM, à l'ex-SONACOM, à la SOTRAZ (une SPA née de la filialisation de la SONATRACH) ou encore dans le groupe coréen DEAWOO, qui a tenté de procéder à la mise en œuvre d'un plan social mettant sur le carreau plus de 400 travailleurs. Mais si puissante que soient ces mobilisations, elles sont confrontées à un obstacle récurrent : la collusion des dirigeants locaux et nationaux des organisations syndicales. Nous sommes longuement revenus dans des articles précédents sur la lutte héroïque des travailleurs de NUMILOG. Cette lutte a un caractère exemplaire, à la fois quant à la combativité des travailleurs que dans la façon dont ces derniers ont cherché à lever l'obstacle que constituait la politique des directions locale et nationale de l'UGTA, et des forces politiques qui lui sont associées.

Nous écrivions le 13 octobre dans *Maghreb socialiste* :

« *A quoi sont confrontés les travailleurs de NUMILOG ? On ne peut leur reprocher une absence de*

combativité. Dans des conditions d'isolement extrême et d'une répression inouïe, depuis des mois, ils mènent un combat héroïque, suscitant l'admiration de l'ensemble des travailleurs du pays. Ce dont souffrent les travailleurs de NUMILOG, c'est du mutisme atterrant de la direction des organisations syndicales, et singulièrement de l'UGTA. Après s'être muré dans un silence des mois durant, LABATCHA, secrétaire général de l'UGTA s'est contenté, devant l'écho que rencontre cette grève, de qualifier la situation de « grave » (sic). De nombreuses forces se réclamant des travailleurs en appellent haut et fort à une solidarité de principe sans fixer la moindre perspective au combat des ouvriers de NUMILOG, si ce n'est des actions locales à la base, dont on connaît les limites. Or tout le monde le sait : la solution ne peut résider que dans la prise de position claire et nette de LABATCHA pour la réintégration des licenciés de Numilog, la reconnaissance de la section syndicale, dans la rupture de LABATCHA avec REBRAB, et l'engagement de l'ensemble de la centrale pour la prise en charge des revendications.[...] Il faut imposer à LABATCHA et à la direction de la centrale qu'ils mobilisent toutes les forces humaines et matérielles de la confédération dans ce combat, en organisant notamment la mobilisation générale dans l'ensemble du groupe CEVITAL pour infliger la défaite à REBRAB. »

« Cette perspective, les travailleurs ont tenté de la matérialiser au plus fort de leur mobilisation, en imposant à la direction locale de l'UGTA une manifestation à Alger au ministère du travail, et au siège de la centrale syndicale pour exiger que Labatcha se prononce et prenne en charge les revendications, malgré toutes les tentatives de l'union de wilaya de l'UGTA, visant à protéger le secrétaire général de la centrale. A Alger ils ont immédiatement été victime de la répression quand il se sont rendu au ministère, et a ce qui s'apparente à une fin de non recevoir de la part du secrétaire général de l'UGTA qui a tenté de jouer la montre en indiquant qu'il allait intervenir auprès du ministère, invitant les travailleurs à patienter une quinzaine de jours !!! »

Depuis, plus rien ou presque. A nouveau, les travailleurs de Numilog sont cantonnés à des mobilisations locales sans perspective, sinon l'isolement et le désespoir. Et ce n'est certainement pas les appels à la solidarité et à « l'extension des luttes » chères au PST et autres gauchistes qui leur permettra de lever le verrou que constitue la collusion des dirigeants de la centrale syndicale, relayée à sa façon par les dirigeants locaux de l'UGTA. Il y a une leçon politique à en tirer : le combat pour les revendications est indissociable de la nécessité de regrouper une avant-garde révolutionnaire se situant sur la ligne d'imposer aux dirigeants des centrales syndicales qu'ils rompent avec le pouvoir et les patrons en prenant en charge les revendications. Il est impossible à l'heure où sont écrites ces lignes de s'avancer sur les suites de cette mobilisation, mais ce qui est par contre certain, c'est que les problèmes posés sont communs à l'ensemble des mobilisations de la classe ouvrière dans son combat.

A l'ENIEM, un mouvement de grève s'est déclenché début décembre suite à la décision de mettre au chômage technique 1700 salariés de l'entreprise.

Considérée jadis comme l'un des fleurons de l'industrie algérienne, l'ENIEM a fait l'objet d'une entreprise de sabotage délibérément orchestrée par le pouvoir.

Ce n'est pas la première fois que les salariés de ENIEM se mobilisent pour la défense de leurs postes, alors même que le chômage partiel est le produit direct de l'asphyxie programmée de l'entreprise (pénurie de matière première délibérément organisée, refus de financer l'entreprise, déficits massifs du fait de l'incapacité de faire face à la concurrence suite à l'ouverture du marché de l'électroménager sous Bouteflika).

Il faut ajouter que les salariés de l'ENIEM ont été le fer de lance lors de la grève générale larvée qui s'est déclenchée en avril 2019 et qui a conduit à la chute de Bouteflika.

La liquidation de l'ENIEM permettrait au gouvernement de liquider un des bastions de la classe

ouvrière en Kabylie : l'ENIEM emploie encore 1700 salariés. Cette liquidation s'inscrit dans un plan global de liquidation de toutes les entreprises publiques créées après l'indépendance pour livrer les plus rentables aux prédateurs nationaux et aux trusts impérialistes.

Le 15 décembre 2020, une manifestation imposante a eu lieu à Tizi-Ouzou. Le cortège s'est ébranlé aux cris de « *l'Eniem appartient aux travailleurs* », « *Stop à la mauvaise gestion, à l'abus de pouvoir et à l'injustice* ». Tout au long de leur parcours, les manifestants, scandaient des slogans hostiles aux responsables de l'entreprise, exigeant le départ du PDG mais aussi en référence au slogan du hirak aux cris de « *Klitou l'Eniem y a serrakine* », « *Koulna el Zissaba trouh* ».

Derrière les slogans repris par les travailleurs, la responsabilité du pouvoir a été directement établie, les travailleurs exigeant explicitement le « départ de la bande », en référence au Hirak. Mais au-delà, quand les travailleurs exigent le départ du PDG et qu'ils disent que l'ENIEM appartient aux travailleurs, ils posent objectivement la question du contrôle ouvrier sur la production.

Le 28 janvier, *Maghreb émergent* annonçait la reprise pour le dimanche 31 janvier. Selon le journal en ligne, « *Les travailleurs de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, en arrêt d'activité depuis le 1^{er} décembre, reprendront le travail dès dimanche prochain suite à la nomination d'un nouveau président directeur-général (P-dg) à la tête de l'entreprise, a-t-on appris de source syndicale de l'entreprise.*

M. Mustapha Chaoui, qui a été installé mardi dans ses fonctions à la tête du groupe électroménager en remplacement de M. Djillali Mouazer, au siège de la direction du groupe, en présence du président du groupe Elec El Djazair, s'est rendu au niveau du complexe d'Oued-Aissi où il s'est brièvement entretenu avec les travailleurs.

Après leur entrevue, « les travailleurs, globalement satisfaits de la décision prise par les pouvoirs publics, ont décidé de reprendre le travail dès dimanche avec l'organisation d'une assemblée générale pour la désignation de leurs représentants au Conseil d'administration (CA) », a indiqué à l'APS, le représentant syndical Mouloud Ould El Hadj. »

C'est le responsable syndical qui s'exprime mais en réalité si la revendication du départ du PDG a été satisfaite, pour ce qui est de la principale revendication, la décision de « *l'annulation du congé technique décidée par l'ancienne direction a été soumise au nouveau P-dg qui s'est engagée à étudier la question au sein du CA* », selon le responsable syndical. C'est-à-dire que la reprise se fait sur la base d'une promesse. Comme le dit l'adage, les promesses n'engagent que ceux qui y croient, ou feignent d'y croire.

Quant au départ de l'ancien PDG, il s'inscrit en réalité dans le cadre d'un « plan de relance » « *élaboré en collaboration avec le groupe Elec El Djazair et le ministère de l'Industrie pour permettre la relance de l'activité de l'ENIEM.* »

Au moment où nous écrivons, nous ne savons pas si les ouvriers ont repris le travail. Par contre, le nouveau PDG vient de dévoiler le contenu de son plan de relance et de redressement. Il se résume en deux points principaux:

- Rééchelonnement de la dette à long terme auprès de la banque extérieure d'Algérie (BEA) qui avoisine les 4,4 milliards de dinars, l'entreprise présentant comme garantie l'hypothèque de son patrimoine actif.
- Concrétisation de contrats de partenariat avec des partenaires locaux ou étrangers dans l'objectif de se conformer aux dispositions du nouveau cahier des charges de la filière électroménagère qui exige un certain taux d'intégration des produits, faisant savoir que des contacts ont été déjà lancés dans ce sens avec certains groupes dont, entre autres, Condor, Iris et Brandt.

S'il semble faire une concession concernant l'annulation du chômage technique, qui est l'une des principales revendications des travailleurs, c'est pour mieux faire avaler son plan de privatisation au profit de Condor, de Rebrab (Brandt), voire d'entreprises étrangères.

Sur la page face book de la section du « Parti Socialiste des Travailleurs » de Bejaia, (datée du 26 janvier) Samir Larabi un des responsables de cette organisation s'exprimait dans ces termes :

« Les travailleurs ont assez d'expérience et d'expertise pour imposer le plan de relance de l'entreprise . Mais un plan de relance qui ne soit pas au détriment des intérêts des travailleurs de l'entreprise ou le caractère public de l'ENIEM. Les travailleurs doivent imposer un contrôle démocratique permanent sur la gestion de l'entreprise. Cela peut se faire par le biais des délégués d'ateliers , révocables à tout moment. Ce n'est pas de l'utopie , tant que les travailleurs demeurent unis, mobilisés et débattent démocratiquement de leurs problèmes. »

Non seulement il entretient l'illusion mortelle que tout pourrait se régler au sein de l'entreprise, mais de surcroît, il plaide à mots couverts pour la mise en place d'un plan alternatif, tout comme de nombreux bureaucrates syndicaux qui participent au dialogue social et qui accompagnent les plans de restructuration.

Le 31 janvier, le même Samir Larabi s'interroge sur le fait de savoir si ce n'est pas un marché de dupes. Tout en dénonçant le plan, il invite les travailleurs à *« contrôler scrupuleusement le processus de relance de leur entreprise. »*[...]« *L'ENIEM a les potentialités d'augmenter son taux d'intégration en interne, pour peu que le gouvernement efface les dettes de l'entreprise et dote l'ENIEM de moyens pour effectuer cette relance, notamment pour diversifier ses produits et en améliorer certains. Car il s'agit de sauver un fleuron de l'industrie nationale, de sauver une entreprise structurante et de créer des centaines de postes d'emploi. »*

C'est-à-dire qu'au moment même où le PDG de l'ENIEM fait avaler son plan de restructuration, Samir Larabi préconise que les travailleurs contrôlent le processus de relance, en somme le plan du patron !

C'est une couverture honteuse du patron, mais surtout des représentants syndicaux qui co-élaboreront le plan de restructuration et de liquidation de l'ENIEM, avec son lot de suppressions de postes.

Dans l'immédiat le salut des travailleurs de l'ENIEM, comme de tous les travailleurs des entreprises publiques, passe par le combat pour imposer aux dirigeants syndicaux, (en l'occurrence de l'UGTA), qu'ils engagent le combat contre le gouvernement sur la ligne :

Pas un seul licenciement !

Pas une seule suppression de poste !

Non aux privatisations des entreprises publiques !

Le groupe Daewoo, chargé du projet de réalisation de la ville nouvelle de Boughezoul, a décidé de procéder au licenciement de 400 travailleurs. Ces derniers se sont massivement mobilisés contre le plan social et pour la défense de leurs revendications intégrant notamment la reconnaissance d'une section syndicale UGTA. Ils ont organisé une marche et un sit-in, le 3 janvier 2021, afin d'exiger que leur soit reconnu le droit de créer une section syndicale et pour demander la réintégration de tous les travailleurs licenciés.

Une réunion s'est tenue regroupant le Wali, le DG du groupe Daewoo, le directeur de l'Établissement public de la ville nouvelle de Boughezoul, le directeur de l'habitat, le directeur de l'emploi, le chef de la daïra de Chahbounia, le P/APC de Boughezoul, l'inspectrice de wilaya du travail, le représentant du bureau de wilaya de l'UGTA, les représentants des travailleurs...

Le journal *Liberté* du 10 janvier 2021 rapporte :

« Selon les représentants des travailleurs, le patron du Groupe a non seulement refusé d'intégrer les travailleurs licenciés, mais a encore opposé une fin de non-recevoir à leur demande d'indemnisation. Une commission composée de représentants de la wilaya a été dépêchée, le 5 janvier 2021, sur les lieux, afin de convaincre les travailleurs en grève devant l'entrée de la direction du Groupe depuis plus de 50 jours à accepter la proposition de réintégration de 229 travailleurs.

Ces derniers ont conditionné l'acceptation de la proposition en échange de la reconnaissance de leurs droits socioprofessionnels et leur section syndicale affiliée à l'UGTA, quitte à réduire l'effectif des travailleurs devant être réintégrés par la direction du Groupe. »

Il apparaît non seulement que les revendications n'ont pas été satisfaites (le plan social aura bien lieu), mais plus encore, les travailleurs du groupe ont subi une défaite. On pourrait s'interroger sur le fait que dans le deal qui a été conclu, le principe de la reconnaissance d'une section de l'UGTA

ait été acté par la direction du groupe DAEWOO, quand on sait qu'en Algérie, les patrons se battent de façon acharnée contre l'exercice du droit syndical dans l'entreprise (par exemple à Brandt ou à Numilog). Alors même que la revendication était « pas un seul licenciement » et que les travailleurs revendiquaient précisément la création d'une section syndicale UGTA, les dirigeants locaux de l'union de wilaya allaient discuter avec le Wali et le représentant du groupe Daewoo. En réalité, la reconnaissance de la section syndicale accordée sur la base de l'acceptation du plan social est une défaite qui pèsera très lourd sur la crédibilité de cette section syndicale à défendre les revendications des travailleurs du groupe. Il faut le dire, si les patrons combattent de façon acharnée contre l'exercice syndical, avec l'appui du gouvernement qui accentue sa répression contre les militants, ils peuvent aussi s'accommoder de la création de syndicats, dès lors que ces derniers s'inscrivent dans le dialogue social, la cogestion et l'aide à la mise en œuvre des plans sociaux. Les travailleurs de DAEWOO en tireront sans aucun doute la leçon suivante : la revendication de la création d'une section syndicale est indissolublement liée au combat pour la satisfaction des revendications. L'autre leçon est que, là encore, la direction de la centrale syndicale s'est refusée à prendre en charge de façon conséquente la revendication « pas un seul licenciement !! », chargeant ses émissaires locaux (en l'occurrence l'union syndicale de wilaya) d'aller discuter avec le patron de DAEWOO, sur les modalités de mise en œuvre du plan social.

Il serait nécessaire dans cet article de dire quelques mots sur ce qui se passe dans le secteur de l'Éducation nationale. La dernière période a été marquée par des mobilisations parfois puissantes, comme la grève des directeurs d'écoles dans la wilaya de Bejaia, ou encore des contractuels dans la ville de M'Sila.

Ces nombreuses mobilisations à l'échelle du pays avaient des mots d'ordres communs quelles que soient les catégories :

le droit aux études dans des conditions sanitaires sécurisées à travers notamment la dotation de masques et gel hydro-alcoolique en stocks suffisants dans chaque établissement, le recrutement d'urgence d'enseignants pour tous les niveaux et disciplines, le dédoublement des classes (quitte à réquisitionner des locaux sans oublier les cantines, l'intégration des précaires sur des postes statutaires, le paiement des arriérés de salaires pour les contractuels...).

Alors même que la situation exigeait que les dirigeants des organisations syndicales de l'Éducation centralisent la mobilisation au plan national par une marche sur Alger, en direction du ministère, ces derniers ont pris un soin tout particulier à empêcher toute perspective nationale de combat. Tout en dialoguant de façon permanente avec le ministre, dans le cadre de la « crise covid », ils ont organisé des actions locales, disloquées, conduisant à l'impasse et facilitant la répression. Les dirigeants locaux dans bien des cas se sont comportés en pompiers au service du régime, quand ils ne sont pas allés jusque dénoncer les grévistes.

Tous ces exemples sont là pour montrer que la classe ouvrière est disponible au combat mais qu'elle reste cruellement confrontée au verrou que constitue la politique des dirigeants des organisations syndicales. Elle a besoin que soit dégagée une perspective politique.

Car toutes les revendications posent objectivement la question du pouvoir et de quel gouvernement pour répondre aux besoins des masses.

L'AXE SUR LEQUEL COMBATTRE POUR DÉGAGER UNE PERSPECTIVE

Aujourd'hui plus que jamais, la question de la responsabilité des dirigeants syndicaux est posée. **Il faut agir pour la réalisation du front unique des syndicats se réclamant de la classe ouvrière, pour leur rupture avec Tebboune et son gouvernement . Les sceptiques, et toutes les forces politiques qui ont un intérêt au maintien du statu-quo, nous dirons : « il n'y a aucune chance que les dirigeants syndicaux rompent avec le régime, les syndicats sont corrompus etc... » Nous leur répondons : nous ne nous faisons aucune illusion sur le fait que les dirigeants de l'UGTA et de la CSA ne sont en aucun cas disposés d'eux même à le faire. La classe ouvrière**

devra leur imposer par les méthodes qui sont les siennes : celles de la lutte des classes. L'expérience du combat en Algérie a maintes fois montré que les travailleurs se saisissent de leurs syndicats dans le cadre de leurs luttes, malgré la collusion des dirigeants des centrales. Ce dont nous sommes certains, c'est que dans le combat pour la rupture des dirigeants syndicaux avec le régime, se dégagent et se dégageront les ferments du combat pour la réappropriation des syndicats au compte de la classe ouvrière. C'est ce combat, tel qu'il avait déjà été engagé en 2019 dans les premiers mois du hirak que les travailleurs reprendront à une toute autre échelle.

IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES LA RUPTURE AVEC LE POUVOIR POUR AFFRONTER ET VAINCRE LE RÉGIME

POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS, IL FAUT IMPOSER AUX DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS QU'ELLES ORGANISENT LE FRONT UNIQUE AUTOUR DES REVENDICATIONS SUIVANTES

- **Païement des salaires, aucune de suppression de postes**
 - **Face au chômage : droit au travail, ce qui suppose l'échelle mobile des heures de travail**
 - **Face à l'inflation et à la vie chère : indexation des salaires sur le coût de la vie, lutte implacable contre les spéculateurs à travers le monopole de l'état sur le commerce**
 - **Pour le droit à la santé : réquisition de toutes les structures privées, nationalisation des cliniques et des structures de soins privées**
 - **Face au pillage du pays : non aux privatisations, nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts aux mains de la bourgeoisie algérienne**
 - **Rétablissement du monopole d'état sur les ressources naturelles**
 - **Face à la privatisation du domaine agricole : la terre à ceux qui la travaillent, c'est-à-dire aux fellahs**
- Contre la dictature, défense des libertés démocratiques, relaxe et libération de l'ensemble des détenus politiques**

Mais nous dira-t-on quel gouvernement pour satisfaire les revendications des masses ? Comme dans de nombreux pays, la classe ouvrière ne dispose pas aujourd'hui d'une représentation politique, d'un parti ouvrier. C'est un manque qui se traduit cruellement. En l'absence de ce parti, ce qui doit être mis en avant, c'est la perspective d'un gouvernement de front unique UGTA-CSA, rompant avec le régime, avec la bourgeoisie et l'impérialisme.

Ce qui vaut pour l'Algérie vaut pour l'ensemble du Maghreb. Les événements qui se déroulent actuellement en Tunisie (voir l'article de *Maghreb socialiste* sur la Tunisie) nous confirment dans le fait que l'émancipation des travailleurs en Algérie, s'inscrit nécessairement dans le cadre du combat pour les États unis Socialistes du Maghreb. Et c'est dans cette perspective que s'inscrivent les militants de *Maghreb socialiste* qui combattent aujourd'hui sur cet axe, en regroupant une avant-garde révolutionnaire armée politiquement.

Les travailleurs et jeunes qui partagent ces objectifs ou qui veulent en discuter sont invités à prendre contact: maghrebsocialiste@free.fr